

NOS SERVICES

Intelligence de l'entreprise

- Diagnostic de mise à niveau
- Etudes de marché
- Observatoire des marchés
- Conseiller de l'entreprise
- Recrutement de qualité
- Formation interne en entreprise

Visibilité de l'entreprise

- Marketing opérationnel
- Gestion et stratégie événementielle
- Rédaction et traduction
- Relations Presse

Accompagnement de l'entreprise

- Gestion de Projet et Aide à la Décision
- Développement des relations d'affaires
- Préparation et suivi des dossiers et mise en contact auprès des autorités
- Préparation et suivi des dossiers (étude de faisabilité, Business Plan) et négociation auprès des banquiers

Environnement de l'entreprise

- Baromètre économique
- Enquêtes sur la consommation
- Etudes industrielles de conjoncture
- Etudes d'impact des politiques sur l'entreprise
- Bilan économique et social

Commentaires de PluriConseil sur le Budget 2009

La croissance autrement

On est un peu perdu dans ces milliards de roupies qu'a balancés le grand argentier dans son discours budgétaire. Ces sommes astronomiques enivrent des esprits avertis qui voient ainsi le keynésianisme à l'oeuvre dans le budget de 2009. Or toute relance par l'Etat n'est pas forcément keynésienne. S'il suffisait seulement d'injecter des milliards dans l'économie pour créer la croissance, l'Afrique continentale serait déjà bien loin aujourd'hui...

Ce budget faussement keynésien n'a, à juste titre, accordé aucune incitation fiscale pour stimuler directement la consommation. Quand celle-ci représente 90% du produit intérieur brut (PIB), il eût été insensé de réduire le taux de la taxe à la valeur ajoutée. Il faut plutôt soutenir la production en remotivant les entreprises afin que la consommation continue à être entretenue par les salariés.

Ce budget n'a pas non plus baissé les droits de douane, contrairement à une tradition établie dans les précédents budgets. Celui de l'année dernière avait pourvu la population de Rs 1,8 milliard en termes de réduction des droits de douane. Cette fois-ci, les barrières tarifaires laissent un répit à la manufacture locale confrontée à la concurrence étrangère. La détérioration de la balance commerciale est bien trop grave pour qu'on encourage l'importation et, par ricochet, la dépréciation de la roupie. Le niveau de nos réserves officielles, certes encore appréciable, doit rester à flot pour éviter tout recours au Fonds monétaire international.

Afin de renforcer l'offre, les petites et moyennes entreprises affectées par des problèmes de trésorerie auront plus d'un milliard de roupies à leur disposition pour moderniser leurs équipements et pour se financer auprès des banques commerciales. Du côté des grandes firmes, par une sorte de péréquation fiscale, les secteurs profitables (les banques paieront Rs 535 millions comme impôt de solidarité) financeront ceux en difficulté (le tourisme et la construction bénéficieront de Rs 550 millions de remise fiscale).

En partie grâce au maintien des droits de douane, le déficit budgétaire ne va pas dérapier. Avec un déficit de 5% du PIB, Maurice demeure parmi les plus conservateurs en matière de politique fiscale, alors que celui des Etats-Unis

PluriConseil



THINKING OUT OF THE BOX !

dépasse les 13%. Mais le plus important est que notre déficit public finance l'investissement plutôt que la consommation, étant principalement dû à des projets de développement.

Le budget de 2009 a donc ceci de cohérent : une relance par l'offre permettra de redynamiser l'économie tout en limitant le déficit commercial, ce qui sauvera des emplois et fera rentrer des recettes fiscales. Puisque ce budget n'est pas si keynésien qu'on le croit, qu'est-il au juste ? Il semble épouser la nouvelle école classique, illustrant l'idée de croissance endogène.

Entre les néo-malthusiens qui remettent en cause la notion de croissance et les économistes qui ont une vue comptable de la croissance, il convient de renouveler la problématique de la croissance. Il faut d'abord se libérer de l'arbitraire des statistiques qui définissent celle-ci comme une hausse réelle du PIB. Dire qu'elle est de 2% en 2009 ne nous apprend rien sur la diversité des taux de croissance au sein de notre économie. On regarde à tort la croissance de façon holistique alors qu'elle a des fondements microéconomiques.

Les sources de la croissance résident non seulement dans le travail (quantité et qualité des travailleurs) ou dans le capital (volume et rajeunissement du capital), mais aussi dans un troisième facteur, le facteur institutionnel. L'accumulation du capital physique est en elle-même insuffisante à produire une croissance indéfinie dans la mesure où les rendements marginaux du capital sont décroissants. Il faut plutôt voir dans la croissance le résultat d'un processus endogène, le résultat d'actions délibérées des acteurs économiques. Néanmoins, le gouvernement a un rôle en tant qu'initiateur de politiques pouvant exercer des effets sur le taux de croissance de l'économie.

Il existe un moteur et un catalyseur de la croissance. Le moteur, c'est le capital humain. Le savoir sert à la production de biens et de services, et l'accumulation du savoir accroît la productivité. Ce capital humain peut assurer une hausse permanente du revenu par tête, indépendamment de l'intervention d'un progrès technique exogène ou de l'évolution démographique.

Le catalyseur est constitué par les dépenses publiques dans des infrastructures qui augmentent la productivité des actifs privés. Pour cela, le gouvernement doit bien imposer les revenus du secteur privé si celui-ci est incapable de fournir l'infrastructure qui lui est indispensable.

On trouve dans le budget de 2009 des motivations qui gouvernent l'affectation des ressources au service de la croissance. D'abord, la création d'un nouveau campus universitaire et les nombreuses initiatives en faveur de la formation devraient inciter les parents à investir dans l'éducation de leurs enfants pour que

le capital humain de ces derniers dépasse le leur. Ensuite, les entreprises ont seulement besoin de la présence d'un gouvernement actif qui n'enlève pas leur motif traditionnel de maximisation du profit.

Lorsque l'activisme gouvernemental consiste à donner le bon exemple en procédant à des restrictions budgétaires, le secteur privé ne peut que faire de même. En période de crise, chacun est appelé dans un élan national à faire attention aux dépenses et à avoir une conscience sociale.

Eric Ng Ping Cheun

Directeur de *PluriConseil*